

Fête de la gauche le 8 septembre !

→ **1998** 20 ans de socialisme
2018 en Finistère



Samedi 8 septembre 2018
à partir de 14h00
LE RELECQ-KERHUON



Le 8 septembre, la gauche finistérienne se retrouvera au camping du Camfrout, au Relecq-Kerhuon. Ce moment sera à la fois politique et convivial.

Plusieurs associations ont été invitées pour présenter leurs actions mais aussi pour débattre et participer aux ateliers qui se tiendront durant tout l'après-midi. Environnement, Europe, accueil des migrants..., au quotidien, des militants associatifs agissent dans ces domaines. Le plus souvent avec le soutien des élus socialistes. Cette journée sera l'occasion, pour les uns et les autres de faire le point sur ces coopérations et de tracer des perspectives.

Olivier Faure, Premier secrétaire national du PS, sera présent et interviendra à l'issue de la partie politique de la journée.

Viendra ensuite un temps plus festif et convivial avec une série de concerts.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 11/07/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Solidarité

Le délit de solidarité a été censuré par le conseil constitutionnel. Cet oxymore n'a en effet pas sa place dans le droit français, alors même que le mot fraternité fait partie de notre devise nationale. Mais il doit aussi disparaître des législations des pays de l'Union européenne.

« Il est urgent de rappeler qu'il existe une Directive européenne prévoyant justement une clause d'exception pour protéger ceux qui agissent dans un but purement désintéressé. Sans cette distinction, il sera difficile d'être vraiment efficace dans la lutte contre les vrais criminels que sont les trafiquants », a rappelé Sylvie Guillaume, vice-présidente du Parlement européen.

Les ONG et les citoyens qui viennent en aide aux migrants se substituent aux États qui ne remplissent pas leur mission d'aide et d'assistance vis-à-vis des milliers d'êtres humains jetés sur des navires de fortune par des passeurs qui les volent, les violent et les exploitent.

Face à la montée des populismes, l'Union européenne doit faire preuve de la plus grande fermeté vis-à-vis des États pour qu'ils luttent fermement contre les esclavagistes et qu'ils viennent en aide aux migrants.

PS29

Pour l'Europe des territoires

La Bretagne et le Finistère ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui sans l'apport des politiques européennes. Cependant, des menaces planent sur l'utilisation des fonds européens.



Frédérique Bonnard Le Floc'h

En effet, depuis le 29 mai, un round de négociations s'est engagé pour la révision des politiques territoriales européennes. Pour le Finistère, Nathalie Sarrabezolles, membre du comité européen des régions, mais aussi Frédérique Bonnard Le Floc'h et Michaël Quernez participent activement aux négociations pour défendre l'idée que l'Union européenne doit continuer à faire confiance aux collectivités locales pour gérer et utiliser les fonds de cohésion.

En Bretagne, sans doute plus qu'ailleurs, les politiques européennes ont contribué à façonner le modèle économique, qu'il s'agisse de l'agriculture avec la PAC ou de la pêche avec le FEAMP.

Mais bien d'autres secteurs d'activité ont bénéficié des fonds européens, comme la recherche ou l'enseignement supérieur notamment. Les travaux du port de Brest pour le développement des énergies marines renouvelables ont bénéficié de plusieurs millions d'euros européens, tout comme la ligne ferroviaire Brest-Quimper. En outre, le fonds social permet de mettre en œuvre des politiques innovantes, notamment pour la lutte contre la précarité énergétique des foyers les plus modestes ou la pratique du sport de plein air pour les personnes en situation de handicap (voir encadré).

« Les fonds européens sont utiles et sont bien utilisés par les collectivités locales. »

« Nous avons de multiples exemples à mettre en exergue pour prouver que les fonds européens sont utiles et surtout, qu'ils sont bien utilisés lorsque ce sont les collectivités locales qui s'occupent de les attribuer », explique Frédérique Bonnard Le Floc'h, en charge des questions européennes au Conseil départemental.

Une renationalisation des fonds de cohésion sociale contribuerait à éloigner les centres de décision. Or, on sait bien que c'est au plus près des réalités que les élu.es savent comment mener au mieux les

politiques européennes. Ils connaissent les associations, les chantiers d'insertion qu'il faut soutenir. **« Nous sommes dans une situation, unique en Europe, où les collectivités sont obligées de déployer une énergie folle pour avoir le droit d'être des interlocuteurs de la commission européenne »,** regrette Frédérique Bonnard Le Floc'h. **« Nos homologues des autres régions d'Europe ne rencontrent pas du tout ce genre de difficultés ».** Or, aujourd'hui, un vent de jacobinisme souffle sur la France, y compris pour la gestion des fonds européens.



Que serait notre agriculture sans la PAC ?

Convaincus que l'avenir est à l'Europe des territoires, les élu.es du Finistère vont, dans les mois qui viennent, participer aux négociations afin que l'Union européenne continue de faire confiance aux collectivités locales pour mettre en œuvre les politiques de cohésion et d'investissement, au plus près des réalités.

Handisport, le Finistère à la pointe



S'il est un projet européen qui montre bien l'utilité de l'Union européenne, c'est bien Sana (*Sporto Adaptita Naturo Nautika*) qui vise à promouvoir la pratique du sport de plein air pour les personnes en situation de handicap. **« Le projet du Finistère a été retenu parce que les services du département ont été efficaces mais aussi parce que la fédération handisport du Finistère est particulièrement active. Sans doute celle qui passe le plus de conventions avec les clubs valides »,** explique Jean-Marc Tanguy, vice-président en charge du Sport au Conseil départemental.

Déposé dans le cadre de l'action *Petits partenariats collaboratifs* du programme européen *Erasmus+ Sport*, en avril dernier, ce projet a été retenu le 24 juillet 2017. L'agence exécutive, en charge du suivi de cette action, a reçu 370 candidatures éligibles et en a retenu 160, dont 5 projets portés par des chefs de file français. Le Conseil départemental du Finistère est la seule collectivité locale française retenue sur cet appel à projets. Le projet réunit

les partenaires suivants : le Conseil départemental du Finistère en tant que chef de file, le Comité Départemental du Handisport du Finistère (CDH29), la CIM Alto Minho (collectivité portugaise) et AGAN (*Association des Activités Nautiques de Galice*). Ces derniers ont identifié le besoin commun d'amélioration de l'offre sportive de pleine nature (sports nautiques, randonnées, vélo) pour les personnes en situation de handicap.

Il n'y a que des gagnants avec ce projet, se félicite Jean-Marc Tanguy. D'abord, bien sûr les personnes en situation de handicap. **« Nous avons réalisé une expérimentation à Kerlaz et plusieurs personnes nous ont remerciés en nous expliquant qu'elles ne pensaient plus pouvoir retrouver les sensations qu'elles ont connues en utilisant les handbike ».**

Mais aussi les communes et le Département. À terme, le Conseil départemental souhaite mettre en place un label pour les communes qui permettront aux personnes en situation de handicap de pratiquer des sports de plein air, en mettant du matériel à leur disposition et en effectuant les aménagements nécessaires.

Poher : Stéphane Cotty reprend le flambeau

Lorsqu'il a quitté le PS pour En marche, Richard Ferrand était député et, en même temps, secrétaire de section. Autant dire que la tâche n'est pas facile pour son successeur. Mais Stéphane Cotty est prêt à reprendre le flambeau.

Le secrétaire de la section cantonale connaît bien ce territoire. **« Professionnellement, je suis inséminateur et j'interviens dans tout le centre Finistère »,** explique-t-il.

Mais le secrétaire de section peut aussi se targuer d'avoir parcouru les routes du canton et être allé à la rencontre des électeurs lorsqu'il s'est présenté aux élections départementales de 2015 avec Josiane Léon-Kirsch de Huelgoat. **« Le résultat ne fut pas à la hauteur de nos espérances mais cette expérience a été très positive. Elle nous a permis d'engager le dialogue avec les élu.es et les habitants du Poher. Et de constater que le Kreis Breizh rencontrait déjà des difficultés à l'époque. »**

Et, pour l'adjoint au maire de Plounévezel, la situation ne s'est

pas améliorée depuis. **« On ne voit pas encore les retombées positives de l'usine de lait Synutra à Carhaix »,** regrette Stéphane Cotty.

Autre grand événement, la commémoration de la lutte pour le sauvetage de la maternité. **« Mais il faut tout de même reconnaître que sans l'intervention du CHU de Brest, le maintien de la maternité n'aurait pas été possible »,** rappelle Stéphane Cotty qui regrette que cette intervention soit quasiment occultée.



Mobilisé pour l'avenir du Poher

« Nous avons enregistré quelques démissions d'anciens adhérents qui ont suivi Richard Ferrand lorsqu'il est parti à En marche », reconnaît Stéphane Cotty. Pour autant, la section socialiste de Carhaix reste motivée comme ont pu s'en rendre compte Yohann Nédélec et François-Marie Cailleau, lorsqu'ils ont rencontré les adhérents à la fin du mois de mai.

Le travail ne manque pas pour les socialistes du *Kreiz Breizh*, qu'ils soient, ou non, élus. **« Nous sommes présents dans les conseils municipaux et nous le serons aussi sur les listes municipales, mais nous sommes aussi actifs dans le monde associatif »,** précise Stéphane Cotty. **« Notre priorité doit être d'accompagner la transition agricole et de mener, de front, la bataille économique et écologique pour favoriser une agriculture durable. Sinon, le Poher continuera à se vider. »** Dans cette mobilisation, les socialistes de Carhaix doivent nouer des liens avec leurs camarades des communes des Côtes-d'Armor qui sont confrontés aux mêmes enjeux.

En savoir plus

Service national



Le projet de service national obligatoire d'un mois pour les jeunes de 16 ans suscite, au mieux, des réticences, au pire de l'hostilité.

« Sur cette question on ne part pas de rien puisque de nombreux rapports ont déjà été publiés », souligne Patricia Adam. **« En effet, à la suite des attentats qui ont frappé notre pays, la question d'une période durant laquelle toute une classe d'âge se retrouverait pour renforcer la cohésion nationale a été posée. »**

Pour l'ancienne présidente de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, tous ces rapports

arrivaient à la même conclusion : si on veut vraiment que les jeunes Français prennent conscience de ce qu'est la République et acquièrent des connaissances et des compétences en matière de sécurité et de défense, **« il faut, au moins, six mois. En dessous, ça ne sera pas efficace ».** Pour arriver à cette conclusion, les parlementaires ont consulté des experts et se sont inspirés d'exemples étrangers.

Une classe d'âge représente environ 800 000 personnes. Toutes les estimations arrivent au même résultat : il faudrait 4 milliards d'euros par an.

Le groupe Nouvelle Gauche est très sceptique sur la faisabilité d'un tel dispositif aussi bien pour des raisons budgétaires (plusieurs milliards d'euros par an), que pour des raisons logistiques. Comment pourrions-nous accueillir, encadrer et accompagner plus de 800 000 jeunes chaque année ?

Pour les député.es socialistes, il convient plutôt de mettre en place un parcours citoyen tout au long de la scolarité, de l'école élémentaire à la

fin des études secondaires, ponctué de moments forts (cérémonies, visites, rencontres...).

Diwan

« Que des lycéens et lycéennes, collégiens et collégiennes, qui ont suivi leur scolarité en breton, se voient privés de la possibilité de passer leurs épreuves dans les conditions satisfaisantes me paraît tout à fait contraire aux principes d'équité et d'égalité », a déploré Nathalie Sarrabezolles, présidente du Conseil départemental du Finistère, le 4 juillet 2018.

En effet, ces jeunes se sont préparés pour leurs examens, pour l'ensemble de leurs épreuves, en breton. Refuser de les prendre en compte et de les corriger, c'est nier l'intérêt et la légitimité de leur choix, choix qui leur a été offert puisque l'enseignement en breton est une voie tout à fait reconnue dans notre système éducatif.

C'est pourquoi la présidente du Conseil départemental a demandé **« un juste traitement de leur copie ».**

8 septembre
Journée de rentrée
fédérale.

16 septembre
Barbecue de rentrée des
sections brestoises.

29 septembre
Conseil fédéral.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1235 - Vendredi 13 juillet 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



L'Europe a besoin de la gauche

Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy

Face à une droite européenne qui se durcit, le Parlement européen a plus que jamais besoin d'un groupe social-démocrate fort pour défendre les droits des salariés et les libertés individuelles insiste Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, présidente de la délégation socialiste française.

Cap Finistère : Que faut-il retenir de l'action de la délégation socialiste française au cours des dernières sessions du Parlement européen ?

Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy : Contrairement à ce qui se passe au Conseil européen, le Parlement européen agit. Nous pouvons nous féliciter d'avoir remporté des victoires sur des dossiers comme les travailleurs détachés ou la pêche électrique. Nous avons réussi à contrer la proposition de la commission pour le secteur routier qui aurait eu de graves conséquences pour les salariés. Cependant, il faut voir la réalité en face : la majorité du Parlement européen est à droite. Et depuis quelques temps, on constate que cette majorité à tendance à se durcir, en particulier sur les questions sociales. Et nous pouvons remporter des victoires en commissions qui ne sont pas ensuite confirmées en plénières. Il faut rester prudents.

Cap Finistère : La réforme de la PAC suscite de nombreuses inquiétudes dans des régions comme la Bretagne.

Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy : Absolument. C'est une question importante et la bataille doit se mener au Parlement et même au sein du groupe PSE (Parti des Socialistes Européens). Pour nous, à la délégation socialiste française, il est essentiel de privilégier les productions locales et les petits exploitants. Nous refusons l'idée selon laquelle chaque pays devrait se spécialiser dans un type de production. Notre collègue Éric Andrieux est particulièrement actif sur ces questions qui touchent à la qualité alimentaire.

Cap Finistère : Que retiens-tu du rassemblement Europe Together qui s'est tenu à Paris le 29 juin ?

Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy : D'abord je me félicite que le PS français, que certains avaient déclaré en mort clinique il y a à peine un an, soit capable d'organiser un grand rassemblement européen de ce type avec de nombreux dirigeants socialistes européens comme Udo Bullmann, président du Groupe S&D au Parlement européen, Sergei Stanishev, président du PSE, Pedro Sánchez, premier

ministre de l'Espagne et des représentants des jeunes socialistes européens, mais aussi de la Confédération européenne des syndicats.

La question des réfugiés et de la manière dont l'Europe doit les accueillir a été au cœur des discours. Mais cette rencontre a aussi permis de mettre en avant les sujets environnementaux avec leur dimension sociale. Car il nous faut penser l'avenir en n'oubliant jamais de combiner ces deux éléments.

Cap Finistère : Comment le PSE prépare son projet et sa campagne pour les élections européennes du 26 mai 2019 ?

Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy : Les grandes orientations ont été présentées lors du conseil du PSE de Lisbonne qui s'est tenu au mois de décembre. D'abord, sur nos stratégies d'alliances avec une volonté forte de construire, avec les autres forces progressistes européennes, une majorité au Parlement européen. Comme je le disais avant, la bataille est rude face à aux populistes et à une droite qui se radicalise. Les socialistes européens ont placé au cœur de leur projet, le social mais aussi la défense des libertés et des droits fondamentaux, à un moment où ils sont attaqués dans plusieurs pays de l'Union.

Des groupes de travail se sont mis en place dans tous les partis socialistes européens. Avec Emmanuel Maurel, j'anime celui du PS français.

Cap Finistère : Pour nous, c'est à partir des contributions publiées sur La Ruche Socialiste que sera élaboré le projet ?

Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy : Tout à fait. Depuis longtemps nous voulions que l'élaboration de notre programme se fasse dans la transparence. C'est maintenant possible grâce à La Ruche Socialiste et nous devons nous en féliciter. Mais, et j'insiste beaucoup sur cet élément, il faut que chacun prenne cet exercice très au sérieux. Nous ne devons pas faire un simulacre de concertation comme la République en marche qui donne la parole mais n'en tient pas compte. Je ne peux pas aujourd'hui dire à quoi ressemblera notre projet car il est en train de se construire. Si une proposition suscite de l'intérêt il faudra la retenir. Si une autre ne rencontre aucun soutien, il faudra l'écarter.

Je sais déjà ce que seront mes devoirs de vacances puisque nous rendrons notre copie le 31 août. Le choix des candidats interviendra après, une fois que les adhérent.es auront adopté le projet.

